

Lettre du bureau national à tous les adhérents du Parti ouvrier indépendant

Chers camarades,

Le bureau national s'est tenu samedi 8 septembre. Il a tiré enseignements de la situation de crise politique qui sévit dans notre pays et qui s'est accélérée depuis début juillet. Il s'est attaché à regarder les tâches pratiques qui sont à mettre en œuvre par tous les comités locaux et départementaux en cette rentrée et au premier ordre de gagner l'élargissement de la diffusion d'*Informations ouvrières* et d'engager toutes nos forces dans la réussite du rassemblement du 10 novembre prochain appelé par le Comité national de résistance et de reconquête.

Jamais un président de la V^e République n'a eu une asise aussi faible dans le pays. Tout l'été et la rentrée ont été marqués par une crise politique sans précédent sous les institutions de la V^e République à laquelle sont confrontés Macron et son gouvernement. L'affaire Benalla est un révélateur de cette crise profonde qui s'est poursuivie avec les affaires d'Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, celle de la ministre Nyssen, la démission de Hulot, ministre d'État, celle de Laura Flessel, la ministre des Sports... Remaniement *a minima*, report de la modification constitutionnelle, attermolements sur le prélèvement de l'impôt à la source... Cela en dit long sur la crise des institutions avec un président de la République en chute libre dans les sondages (23 % d'avis favorables selon l'institut YouGov publié le 6 septembre).

Pourtant, Macron-Philippe entendent poursuivre leurs contre-réformes.

La préparation du budget de l'État ne prévoit pour les pensions des retraités, les prestations familiales... qu'une augmentation de 0,3 % pour 2019 et 2020 (soit une perte de pouvoir d'achat de 2 % minimum par rapport à l'inflation) et 4 500 postes de fonctionnaire d'État seraient supprimés en 2019.

La remise en cause des 43 systèmes de retraite existants issus de l'après-guerre pour une harmonisation forcée individuelle appelée « retraite par points », visant à supprimer le Code des pensions civiles et militaires, tous les régimes spéciaux, jusqu'au régime général est annoncée...

Des dizaines de milliers de jeunes restent sur le carreau avec Parcoursup. La loi Pacte se fixe comme objectif d'en finir avec les augmentations générales salariales dans le privé au profit de l'intéressement individuel, d'abaisser encore les « cotisations » du patronat et de poursuivre la vague de privatisations, Aéroports de Paris, la Française des jeux...

150 000 contrats aidés ont été supprimés ainsi que 75 % des financements pour ceux qui restent, au moment où les collectivités locales, notamment les communes, voient leur budget sous contrôle et une baisse de la dotation globale de fonctionnement jamais égalée.

Macron est bien l'homme du capital financier international. Il s'agit bien de modifier en profondeur toutes les conquêtes sociales de 1936 et 1945 au profit des seuls intérêts du capital financier international. Tout doit y passer : les services publics, l'existence des communes, la Sécurité sociale, la santé, l'Éducation nationale, le statut de la Fonction publique et ses trois versants... l'enjeu est là.

Les partis, de gauche comme de droite, balayés lors de l'élection présidentielle, essaient de se remettre en selle, notamment par des combinaisons des plus incertaines ou dans le cadre de la préparation des élections européennes. Or la crise de l'Union européenne et de ses institutions, au service du capital financier international, suscite le rejet de l'immense majorité des travailleurs et de la population laborieuse. Ces partis entendent-ils laisser la voie libre à Macron pendant dix mois, c'est-à-dire jusqu'aux prochaines élections européennes, pour détruire toutes les conquêtes et garanties collectives de la classe ouvrière ?

Chers camarades,

C'est bien pour cela que les questions qui ont été soulevées lors de notre VI^e Congrès se font jour avec encore plus d'acuité :

« L'écroulement des "partis traditionnels de gauche", déconsidérés, signifie-t-il qu'il faille tirer un trait sur l'existence même des partis pour représenter la classe ouvrière et la jeunesse (...) ? La solution résiderait-elle dans l'attente ou la préparation des élections (...) ? Le POI a ses positions, qu'il soumet à la discussion (...). Ce, d'autant que dans aucun secteur, la classe ouvrière n'a manifesté l'intention de renoncer au combat, comme en témoignent les mouvements, grèves et manifestations qui se multiplient. »

Oui, la classe ouvrière a besoin d'un parti dédié à ses seuls intérêts, et le POI, ses adhérents, doivent se disposer pour participer activement à cette construction. C'est dans ce cadre que nous devons réaffirmer que nous sommes pour la défense des confédérations syndicales indépendantes construites pour défendre les intérêts de la classe ouvrière contre les contre-réformes du gouvernement et poser les revendications.

Chers camarades,

Les articles parus tout l'été sur la situation nationale et internationale dans *Informations ouvrières*, les tribunes libres de militants ouvriers de toutes tendances, les dossiers et les chroniques ont fait la clarté sur les choix politiques de ce gouvernement. Dans cette situation, nous avons une responsabilité : amplifier et renforcer la diffusion, l'abonnement à *Informations ouvrières*, préparer sans réserve la réussite du rassemblement national du 10 novembre à Paris dans le cadre collectif du Comité national de résistance et de reconquête, élargir le nombre de signatures de l'appel des élus et maires, renforcer dès maintenant le POI.

La tâche de l'heure consiste à rassembler partout les militants et responsables qui décident de préparer le moment où la contre-offensive sera engagée à un autre niveau par les travailleurs dans l'unité pour lever, avec leurs organisations, les obstacles et faire reculer ce gouvernement.

L'état d'esprit de la classe ouvrière, aujourd'hui, est de résister à l'offensive du gouvernement Macron-Philippe pour préserver les acquis ouvriers, notamment ceux de 1936 et 1945.

**Bien fraternellement,
le bureau national,
le 8 septembre 2018.**